

Kenya/Malgré sa défaite électorale L'opposant Odinga symboliquement investi "président du peuple"

AFP
Nairobi/Kenya

Reste à connaître les conséquences d'un tel geste, que les autorités avaient par avance qualifié d'acte de "trahison".

L'OPPOSANT kényan Raila Odinga a prêté serment hier comme "président du peuple", malgré sa défaite électorale en 2017, devant des milliers de partisans réunis à Nairobi pour une cérémonie dont la retransmission par les médias a été interdite. Les conséquences de ce geste symbolique restent pour l'heure incertaines : les autorités avaient averti qu'une telle investiture pourrait constituer un acte de "trahison", soulevant la possibilité d'une arrestation, à haut risque, de M. Odinga.

Mais l'opposant n'a pas prononcé le même serment que celui prévu par la Constitution pour l'investiture du chef de l'Etat, se proclamant par exemple "président du peuple", et non "président", devant une foule en délire rassemblée dans un parc du centre de la capitale kényane. C'est Bible en main que M. Odinga a prêté serment, lors d'une cérémonie aussi courte que chaotique. "Moi, Raila Amolo Odinga (...), je prends la fonction de président du peuple de la République du Kenya", a déclaré l'opposant, qui avait reporté une cérémonie d'investiture initialement prévue en décembre. "Nous avons tenu notre promesse". M. Odinga, 73 ans, refuse de reconnaître la réélection du président sortant Uhuru Kenyatta en 2017, accompagnée de mois de troubles qui ont fait 92

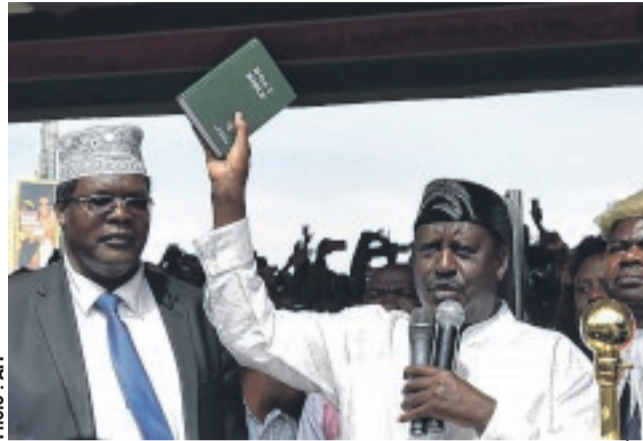


Photo : AFP

Bible en main, l'opposant Raila Odinga s'est proclamé hier, devant ses partisans, "président du peuple".

morts, selon des défenseurs des droits de l'homme, principalement dans la répression de manifestations de l'opposition. M. Odinga estime que la victoire à la présidentielle lui a une nouvelle fois été volée. Signe d'un possible désaccord au sein de la coalition d'opposition Nasa, plusieurs de ses responsables

étaient absents mardi, le plus notable d'entre eux étant le colistier de M. Odinga à l'élection de 2017, Kalonzo Musyoka. L'annonce de cette prestation de serment alternative avait fait craindre des violences mais, chose rare, les forces de l'ordre ont gardé leurs distances avec la foule, qui s'est rapidement dispersée une fois la céré-

monie achevée. Mais le ministre de l'Intérieur Fred Matiang'i a qualifié de "groupe criminel organisé" le Mouvement national de résistance lancé par M. Odinga, qui doit mettre en œuvre un programme de boycott et de désobéissance civile. Les Kényans étaient appelés en 2017 à choisir leur président, mais cet exercice démocratique s'est assimilé à une véritable saga : un premier vote avait eu lieu le 8 août, remporté par M. Kenyatta, puis le résultat avait été annulé par une décision historique de la Cour suprême et un nouveau scrutin organisé le 26 octobre. Affirmant que l'élection ne pouvait être crédible, M. Odinga avait boycotté le vote d'octobre. M. Kenyatta l'avait dès lors emporté avec 98% des voix, avant d'être officiellement investi fin novembre.

Niger/Violences

Deux soldats tués dans une attaque attribuée à Boko Haram

AFP
Niamey/Niger

AU moins deux soldats nigériens ont été tués lundi soir dans une attaque de plusieurs heures attribuée au groupe islamiste nigérian Boko Haram dans le sud-est du Niger, proche du Nigeria, a indiqué à l'AFP une source sécuritaire. "C'était une attaque audacieuse repoussée par nos vaillantes forces de défense et de sécurité qui ont tout même perdu deux hommes", a déclaré hier la source nigérienne sous couvert de l'anonymat. Les insurgés nigériens "venus à bord d'une dizaine

de véhicules" ont pris pour cible en début de soirée une position de la Garde nationale près de Chétimari, un village située à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la ville de Diffa, la capitale régionale du sud-est nigérien, a expliqué cette source. "Comme les militaires nigériens faisaient montre d'une forte résistance, les éléments de Boko Haram se sont repliés pour pilonner à distance leurs positions". Des renforts dirigés par le chef de la Garde nationale de Diffa, le commandant Mohamed Alwata, ont permis "de les repousser" vers le Nigeria, a-t-on ajouté. Les assaillants "ont également perdu plusieurs éléments" au cours des



Photo : AFP/L'Union

C'est ici dans la région de Diffa qu'une position de la Garde nationale a été la cible d'une attaque attribuée à Boko Haram et dans laquelle ont péri deux soldats.

combats qui ont duré "des heures", a souligné la même source sécuritaire. Mi-janvier, 7 militaires ni-

gériens ont été tués et 17 autres blessés dans une attaque à Toummour, à l'est de Diffa, vers le bassin du

lac Tchad. Ces attaques sont intervenues après plusieurs mois d'accalmie dans la région théâtre depuis février 2015 de nombreuses attaques de Boko Haram. Le 3 juin 2016, une attaque massive de Boko Haram avait fait 26 tués chez les militaires ainsi qu'un nombre inconnu de victimes civiles dans la ville de Bosso, à une vingtaine de kilomètres de Toummour. Entre 2015 et 2017, l'Onu a répertorié 582 victimes civiles dans 244 attaques attribuées à Boko Haram dans la région de Diffa. Quelque 141 civils ont été "blessés, tués et enlevés" en 2017, contre 227 en 2016 et 214 en 2015, précise l'Onu.

RDCongo/Manifestations anti-Kabila

Deux ONG demandent la restitution des victimes du 21 janvier

AFP
Kinshasa/RDCongo

DEUX organisations congolaises ont invité hier les autorités de la République démocratique du Congo à restituer les corps des victimes de la répression des marches du 21 janvier ayant fait six morts à Kinshasa. La Voix des sans voix (VSV) et la Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) "demandent aux

autorités congolaises de restituer tous les corps des personnes tuées lors des manifestations du 21 janvier 2018", écrivent dans un communiqué ces deux ONG de défense des droits de l'Homme. "Nous avons identifié formellement six personnes tuées en marge de ces marches : cinq par balles et un par déflagration d'une grenage lacrymogène" à Kinshasa, a déclaré à l'AFP le directeur exécutif de la VSV, Rostin Manketa. "La VSV a été saisie par

deux familles dont les corps des proches ont été confisqués par les autorités", a-t-il affirmé. "C'est inacceptable qu'on interdise aux membres des familles d'accéder aux corps de leurs proches", a estimé M. Manketa. Ces familles craignent une putréfaction des corps des victimes alors qu'elles veulent juste enterrer leurs proches dans la dignité, a-t-il encore dit. "En pareille circonstance, c'est normal que la justice garde les corps jusqu'à la fin des enquêtes. Ça peut

prendre du temps, du fait qu'à Kinshasa, il n'y a qu'un seul médecin légiste", a expliqué sous couvert d'anonymat une source judiciaire interrogée par l'AFP. Ces marches interdites étaient organisées à la sortie des messes à l'appel d'un collectif des laïcs catholiques. La Mission de l'ONU en RDC et la nonciature apostolique ont donné aussi un bilan de six morts, deux d'après les autorités. Les catholiques demandent entre autres au pré-

sident Joseph Kabila - dont le mandat constitutionnel s'est achevé le 20 décembre 2016 - de déclarer publiquement qu'il ne briguera pas de troisième mandat. M. Kabila est resté silencieux sur cette question vendredi lors d'une de ses rares conférences de presse. Le climat politique est très tendu en RDC où une dizaine de personnes ont été tuées les 31 janvier et 21 décembre en marge des marches des catholiques.

L'Afrique en bref

• **Gambie/Politique. Levée de l'interdiction de manifester**
La police gambienne a levé lundi l'interdiction des rassemblements politiques imposée depuis deux semaines après des heurts entre partisans du président Adama Barrow et de son prédécesseur Yahya Jammeh.

• **Liberia/Politique. Weah veut réviser la Constitution**
Le nouveau président libérien George Weah a annoncé lundi son intention de réviser la Constitution, notamment pour supprimer une disposition réservant la citoyenneté aux "personnes de couleur" et réduire sa rémunération de 25%.

A travers le monde

• **Espagne/Politique. Catalogne : investiture de Puigdemont ajournée**
Le président du Parlement catalan a ajourné sine die hier la session d'investiture à la présidence de la Catalogne du chef de file indépendantiste Carles Puigdemont, interdite par la Cour constitutionnelle, suscitant de vives critiques au sein de son camp.

• **Etats-Unis/Politique. Le numéro 2 du FBI quitte ses fonctions**



Photo : AFP

Il était depuis des mois dans le collimateur du président américain Donald Trump et se savait sur un siège éjectable : le directeur-adjoint du FBI, Andrew McCabe, 49 ans, a été poussé au départ. Il faisait l'objet depuis 2016 de critiques récurrentes de M. Trump et de responsables républicains, qui l'accusaient d'être proche des démocrates.

• **Suède/Terrorisme. Il voulait "écraser des infidèles"**

Le demandeur d'asile ouzbek qui a revendiqué l'attentat au camion-bélier ayant fait cinq morts en avril 2017 à Stockholm et prêté allégeance au groupe Etat islamique, préparait son geste depuis des mois et voulait "écraser des infidèles", a indiqué hier l'accusation.

• **Yémen/Conflit. Les séparatistes prennent le dessus à Aden**

Des combattants séparatistes du sud du Yémen encerclaient hier le palais présidentiel à Aden, deuxième ville du pays, après trois jours de combats meurtriers contre les forces gouvernementales qui ont perdu la plupart de leurs positions clés.